

**APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE**

**APPEL D'OFFRES OUVERT**

**Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1°, R. 2161-3 2° à R. 2161-5  
du Code de la commande publique**

**20-A.O.I-09 – lot 1**

**20-A.O.I-10 – lot 2**

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION  
(R.C.)**

**Le présent règlement de la consultation comporte 16 feuillets  
dont une annexe : « Guide de la signature électronique des documents de marché »**

**Maître d'Ouvrage :**

AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE  
200, rue Marceline  
Centre Tertiaire de l'Arsenal  
BP 80818  
59508 DOUAI Cedex  
Tél. : 03.27.99.90.00  
Fax : 03.27.99.90.15  
SIRET : 185 911 781 00028

**Objet du marché :**

**Travaux de restauration de la continuité écologique sur les bassins versants  
de la Canche et de la Somme**

**Date limite de réception des offres :**

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2021 A 12 HEURES**

## **PLAN DETAILLÉ DU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - CONDITIONS DU MARCHÉ .....</b>	<b>3</b>
2.1 - Étendue de la consultation .....	3
2.2 - Nature du marché .....	3
2.3 - Caractéristiques principales du marché.....	3
2.4 - Durée du marché .....	3
2.5 – Délai d'exécution .....	4
2.6 - Lieux d'exécution .....	4
2.7 - Nombre et consistance des lots .....	4
2.8 - Modalités d'attribution des lots .....	4
2.9 - Conditions de participation des opérateurs économiques .....	4
2.10 - Intervenants.....	5
2.11 - Compléments à apporter au Cahier des Clauses Techniques Particulières .....	5
2.12 - Délai de validité des offres.....	5
2.13 – Prestations similaires et supplémentaires.....	5
2.14 – Conditions de résiliation.....	6
2.15 Sous-traitance : .....	6
<b>ARTICLE 3 - PRÉSENTATION DES OFFRES .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 5 - UNITÉ MONÉTAIRE DU MARCHÉ .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 6 – DEMATERIALISATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 7 – MODALITES DE REMISE DES PLIS SOUS FORME DEMATERIALISEE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8 – MODALITES PRATIQUES RELATIVES A LA COPIE DE SAUEGARDE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 9 - CONTENU DE L'ENVELOPPE ELECTRONIQUE, ET LE CAS ECHEANT LA COPIE DE SAUEGARDE .....</b>	<b>10</b>
9-1 Documents à produire au niveau de la candidature : .....	10
9.2 Document à joindre au niveau de l'offre : .....	12
<b>ARTICLE 10- JUGEMENT DES OFFRES.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 11 – VISITE DE SITES .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 12 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>13</b>
12.1 - Renseignements d'ordre administratif .....	14
12.2 - Renseignements d'ordre technique .....	14
12.3 - Modification du Dossier de consultation des entreprises .....	14
12.4 - Échanges durant la consultation .....	14
<b>ANNEXE 1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>15</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet des travaux de restauration de la continuité écologique sur les bassins versants de la Canche et de la Somme.

## **ARTICLE 2 - CONDITIONS DU MARCHÉ**

### **2.1 - Étendue de la consultation**

Pour chacun des lots, le présent marché est passé sous la forme d'un Appel d'Offres Ouvert selon les dispositions des articles R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

### **2.2 - Nature du marché**

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux (arrêté du 8 septembre 2009. JORF n° 0227 DU 1<sup>er</sup> octobre 2009 / NOR : ECEM0916617A)

### **2.3 - Caractéristiques principales du marché**

Le présent marché comporte deux lots.

Pour chaque lot (1 et 2) :

Le marché constitue un accord-cadre qui en fixe tous les termes et est conclu avec un seul opérateur économique pour chacun des deux lots, en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6.

Il est conclu avec un prévisionnel en quantité d'ouvrages.

Les prestations feront l'objet de bons de commande conformément aux dispositions des articles R. 2162.13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

Les prestations faisant l'objet du marché sont susceptibles de varier dans la limite suivante :

Quantité prévisionnelle d'ouvrages à réaliser :

Pour le lot n°1 : 15 ouvrages à effacer et/ou à aménager, y compris les travaux de reprises éventuels sur la durée du marché.

Pour le lot n°2 : 6 ouvrages complexes à effacer et/ou à aménager, y compris les travaux de reprises éventuels sur la durée du marché.

Les bons de commande ne pourront être émis au-delà du dernier jour de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande peut néanmoins se poursuivre au-delà de cette durée, notamment si un bon de commande est émis en fin d'exécution de l'accord-cadre, il restera valide après l'expiration de l'accord-cadre en application duquel il a été émis, et en application de la réglementation en vigueur qui fixe la période de réalisation des travaux entre le 15 juin et le 31 octobre, voire le 30 novembre en cas de dérogation préfectorale.

Chaque bon de commande précisera, sur la base du Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires validé par le pouvoir adjudicateur, et pour chaque lot : les prestations concernées, le délai d'exécution des études et des travaux et le prix. Le délai d'exécution des études commence à compter de la date de commande, et le délai d'exécution des travaux à compter de l'ordre de service du démarrage.

### **2.4 - Durée du marché**

Le présent marché prendra effet pour une durée d'un an à compter de la date de sa notification au titulaire après visa du Contrôleur Budgétaire près les Agences de l'Eau. Ensuite, le présent marché pourra être reconduit 3 fois par période d'un an par décision expresse chaque année au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

## **2.5 – Délai d'exécution**

Le délai d'exécution des travaux s'entend par ouvrage. Il est variable entre 2 et 6 mois pour le lot 1 et entre 4 et 18 mois pour le lot 2, à compter de la réception de l'OS de démarrage. Pour les travaux de reprise des deux lots, il est fixé à 1 mois.

## **2.6 - Lieux d'exécution**

Pas de Calais (62) et Somme (80).

## **2.7 - Nombre et consistance des lots**

Le marché est décomposé en deux lots :

20-AOI-09 Lot n°1 : travaux de rétablissement de la continuité écologique au droit d'ouvrages implantés sur le bassin versant de la Canche et ses affluents en lien avec des opérations d'effacement/renaturation/rampe en enrochements ainsi que des travaux de reprise éventuels de ces mêmes aménagements après réception, sur la durée contractuelle du marché et liés à un événement de type « crue morphogène » ou prescriptions administratives complémentaires n'engageant pas la responsabilité du titulaire,

20-AOI-10 Lot n°2 : travaux de rétablissement de la continuité écologique au droit d'ouvrages implantés sur le bassin versant de la Canche et de la Somme et ses affluents en lien avec des opérations plus complexes (opérations comprenant des travaux de génie civil) et enjeux particuliers ainsi que des travaux de reprise éventuels de ces mêmes aménagements après réception, sur la durée contractuelle du marché et liés à un événement de type « crue morphogène » ou prescriptions administratives complémentaires n'engageant pas la responsabilité du titulaire.

## **2.8 - Modalités d'attribution des lots**

Les lots sont attribués séparément.

Les opérateurs économiques peuvent soumissionner à l'attribution d'un, de plusieurs lots, ou de la totalité des lots.

Les offres sont examinées lot par lot.

Les opérateurs économiques ne peuvent pas présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus. L'agence n'accepte pas les offres des opérateurs économiques contenant un rabais conditionné par l'attribution de plusieurs lots.

## **2.9 - Conditions de participation des opérateurs économiques**

Conformément aux articles R. 2142-19 à R. 2142-24 du code de la commande publique sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer au marché.

L'agence de l'eau autorise les candidats à présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre non-mandataire d'un ou plusieurs groupements.

Les candidatures et offres sont présentées soit par l'ensemble des membres d'un groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, l'un des membres du groupement, sera désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis de l'agence de l'eau et coordonner les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.

Dans l'hypothèse d'un groupement conjoint, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie impose après attribution du marché que le mandataire soit solidaire du groupement.

Le choix du candidat quant à la forme de sa candidature sera clairement indiqué dans son mémoire technique.

Le cas échéant, et conformément à l'article R. 2143-13 du code de la commande publique, chaque entreprise membre du groupement fournira les documents exigés dans la candidature ou le lien sur plateforme numérique permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder gratuitement auxdits documents.

## **2.10 - Intervenants**

### **2-10.1. Pouvoir adjudicateur :**

Le pouvoir adjudicateur de la présente opération est l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

### **2-10.2. Maîtrise d'Oeuvre :**

Cariçaie  
68 Rue de l'Aqueduc  
75010 Paris

*A l'achèvement du marché en cours, un marché sera relancé.*

### **2-10.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

Le maître d'ouvrage a retenu un coordonnateur de Sécurité pour cette opération:  
DEKRA INDUSTRIALS  
Agence des Hauts de France - Unité d'ARRAS  
ZA du 14 juillet  
Rue Pierre et Marie Curie  
62223 Saint Laurent Blangy

*A l'achèvement du marché en cours, un marché sera relancé.*

### **2-10-4. Nature de l'attributaire**

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés solidaires ou conjoints.

Le mandataire sera solidaire en cas de groupement conjoint.

## **2.11 - Compléments à apporter au Cahier des Clauses Techniques Particulières**

Les opérateurs économiques n'ont pas à apporter de modifications au Cahier des Clauses Techniques Particulières. Les variantes sont interdites.

## **2.12 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres sur la page de garde du présent Règlement de la Consultation.

## **2.13 – Prestations similaires et supplémentaires**

**Modification du marché** : Le cas échéant, lorsque des services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché, quel qu'en soit leur montant, le marché fera l'objet d'une modification dans les conditions et limites fixées aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

**Prestations similaires** : conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, un marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché pourra être proposé au titulaire avant l'issue du présent marché.

Le montant du marché de prestations similaires sera compris dans un montant représentant 40% du montant maximum du présent marché et sa durée ne saurait être supérieure à 2 ans.

## **2.14 – Conditions de résiliation**

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 à R. 2143-14 du code de la commande publique et ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Les conditions de résiliation en cours d'exécution du marché sont définies aux articles 45 et 46 du C.C.A.G - Travaux.

## **2.15 Sous-traitance :**

La sous-traitance totale des prestations objet du présent marché est interdite, cependant le candidat est autorisé à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles R2193-1 à R2193-8 et R2193-10 à R2193-16 du code de la commande publique.

Le cas échéant, chaque entreprise sous-traitante fournira les documents exigés dans la candidature ou le lien sur plateforme numérique permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder auxdits documents.

## **2-16. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau**

Si l'entrepreneur propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le Maître d'œuvre se réserve le droit d'introduire par avenant dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières la clause suivante :

"L'entrepreneur garantit le Maître d'Ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) mis en œuvre sur sa proposition pendant le délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Pendant ce délai, l'entrepreneur s'engage, dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais sur simple demande du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre, par du (des) matériau(x) ou fourniture(s) à déterminer au moment du remplacement."

## **ARTICLE 3 - PRÉSENTATION DES OFFRES**

Les offres sont obligatoirement rédigées en français.

L'unité monétaire est l'euro (€).

Les candidats sont avertis qu'ils sont responsables du contenu de leur enveloppe et sont donc invités à la vérifier avant sa transmission. En aucun cas ils ne pourront soulever de réclamation auprès de l'agence en cas d'oubli d'un document.

Par la remise de son offre, le candidat est réputé avoir pris connaissance et avoir accepté les termes du Cahier des Clauses Administratives Particulières et du Cahiers des Clauses Particulières propres à chaque lot pour lequel il candidate ainsi que leurs annexes techniques et administratives, par conséquent il ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance du contenu de l'une d'elles.

Les soumissionnaires produisent **obligatoirement, pour chacun des lots,** un dossier comprenant les pièces suivantes :

### **Offre:**

- 1. Le mémoire justificatif** attestant la qualité technique de l'offre présentée et des autres éléments d'appréciation de l'offre, tel que décrit au présent article et à l'article 11 du présent Règlement de la Consultation :

### **Détail du contenu du mémoire technique à produire par le candidat :**

L'opérateur économique produit obligatoirement un mémoire justificatif détaillé de l'ensemble des dispositions qu'il propose de mettre en œuvre pour l'exécution du marché dans les conditions définies par le Cahier des Clauses Particulières ;

Ce mémoire comporte obligatoirement et a minima les informations suivantes (liste non-exhaustive) :

**Le mémoire devra être présenté pour chacun des lots suivant l'ordre des points à aborder ci-dessous.**

- **Analyse technique des études et du programme des travaux** qui mettra en avant les différentes problématiques et contraintes du projet et les dispositions envisagées pour les traiter,
- **Méthodologie** pour la réalisation de la préparation des travaux, ainsi que la coordination entre les intervenants,
- **Adéquation des moyens humains** mis en œuvre pour l'exécution des travaux, avec notamment la désignation d'un correspondant unique, en charge de l'encadrement opérationnel et du suivi administratif, technique et financier du marché,
- **Adéquation des moyens matériels** mis en œuvre pour l'exécution du marché,
- **Dispositions envisagées pour assurer la gestion, le suivi et la traçabilité des déchets de chantier** (accès chantier, SOGED,...),
- **Dispositions envisagées en matière d'hygiène et sécurité des travaux** intégrant les mesures de protection sanitaire liées au risque COVID-19,
- **Provenance des principaux matériaux (origine, caractéristiques et spécifications, notamment pour les carrières actions pratiques appliquées en terme de génie écologique et génie végétal.**

**2. En annexe au mémoire technique :**

- **Pour le lot 1 :**
  - L'annexe financière n° 1 à l'acte d'engagement – lot 1 – Bordereau des prix à compléter sans modification.
  - Détail Estimatif – lot 1 à compléter sans modification.
- **Pour le lot 2 :**
  - L'annexe financière n° 2 à l'acte d'engagement – lot 2 - Bordereau des prix à compléter sans modification.
  - Détail Estimatif – lot 2 à compléter sans modification.

**3. Sous-traitance :** le candidat précisera dans son mémoire technique la part du marché qu'il entend sous-traiter et le détail des prestations.

**4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable à l'ensemble des lots,** dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie fait seul foi.

**5. Un relevé d'identité bancaire (R.I.B),** ou le R.I.B du compte de groupement dans le cas d'une candidature groupée.

**Par la remise de son offre, le candidat est réputé avoir pris connaissance et avoir accepté les termes des annexes techniques du Cahier des Clauses Particulières, par conséquent il ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance du contenu de l'une d'elles.**

**Ces annexes techniques sont :**

**Pour le lot 1 :**

- AnnexeLot1\_PDF
- 

**Pour le lot 2 :**

- AnnexeLot2\_PDF

#### **ARTICLE 4 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ**

Le mode de règlement choisi par l'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE est le virement.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché indiquera dans l'acte d'engagement (Formulaire ATTRI-1) s'il renonce au bénéfice de l'avance.

#### **ARTICLE 5 - UNITÉ MONÉTAIRE DU MARCHÉ**

Les opérateurs économiques sont informés que l'Agence de l'Eau ARTOIS - PICARDIE souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire qui est l'EURO (€).

#### **ARTICLE 6 – DEMATERIALISATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

Conformément aux articles R. 2132-1 à R. 2132-14 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition gratuitement le dossier de consultation par voie électronique uniquement, sur la plateforme PLACE à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le DCE est également accessible par la rubrique « marchés publics » du site internet de l'Agence : <http://www.eau-artois-picardie.fr> qui vous renverra sur l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Procédure de téléchargement du DCE :

- 01 : sur la page d'accueil dans l'encadré « lancer la recherche », cliquer sur « recherche avancée »
- 02 : dans le menu « recherche avancée », dans l'onglet « entité publique » saisir « agence de l'eau artois picardie »
- 03 : cliquer sur « lancer la recherche » en bas du cadre sur la droite ;
- 04 : télécharger le dossier de consultation

L'identification préalable des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire.

L'attention des candidats est cependant attirée sur le fait que l'Agence de l'eau Artois Picardie ne peut communiquer des compléments d'information ou des réponses aux questions posées par les candidats qu'aux seuls opérateurs économiques identifiés par un téléchargement sur sa plateforme dématérialisée, sous réserve qu'ils aient accepté de s'identifier préalablement au téléchargement.

Les opérateurs économiques qui seraient destinataires du dossier de consultation par un autre moyen ne peuvent prétendre à la même information que les autres candidats, et ne pourront se prévaloir d'un éventuel préjudice en découlant.

Les soumissionnaires souhaitant disposer des communications devront donc s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications. Tous les échanges se feront via la plate-forme Place.

Pour tout renseignement sur la plateforme PLACE, un guide est disponible sur la page d'accueil de la plateforme dans la rubrique : Aide/Guides d'utilisation/guide Utilisateur - Entreprise.pdf  
<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

#### **ARTICLE 7 – MODALITES DE REMISE DES PLIS SOUS FORME DEMATERIALISEE**

Conformément à l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, l'Agence de l'eau Artois-Picardie dématérialise entièrement la procédure de passation de ses marchés dès 25 000 € HT, y compris le dépôt des plis sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) disponible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cela signifie que tous les échanges entre l'Agence de l'eau Artois Picardie et les candidats pendant la procédure de passation de ses marchés, qu'il s'agisse du dépôt des candidatures et des offres, des questions/réponses, échanges relatifs à la négociation, demandes d'informations et de compléments, notifications des décisions de rejet, d'attribution, etc..., se feront via le profil d'acheteur suivant : PLACE accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> ou par la rubrique « marchés publics » du site internet de l'Agence : <http://www.eau-artois-picardie.fr> qui vous renverra sur l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>



Veuillez noter que les plis « papier », à l'exception des copies de sauvegarde (art. 9 ci-après), seront rejetés.

De même, l'envoi des offres par courriel (mail) ou télécopie (fax) n'est pas autorisé : les plis transmis par ce biais seront donc réputés n'avoir jamais été reçus.

Avant la constitution de son pli, le candidat s'assure que les fichiers transmis ne comportent pas de programme informatique malveillant. Attention, tout pli qui comporterait un programme informatique malveillant est considéré comme n'ayant jamais été reçu. Le candidat en est informé.

Les candidats sont avertis qu'en vertu des dispositions de l'article R. 2151-6 du code de la commande publique, ils doivent transmettre leur offre en une seule fois. En effet, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres. En conséquence, les offres modifiées ou complétées par les candidats avant la date limite de remise des offres doivent être redéposées dans leur intégralité.

Pour des questions relatives à la dématérialisation des marchés publics, les candidats pourront se référer à l'onglet « Dématérialisation » sur le site de la DAJ :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/demataterialisation>

#### **ARTICLE 8 – MODALITES PRATIQUES RELATIVES A LA COPIE DE SAUVEGARDE**

Les soumissionnaires qui remettent une offre électronique via la plateforme de dématérialisation peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom ou clé USB) ou sur support papier.

**Il est vivement recommandé de remettre à l'Agence une copie de sauvegarde de votre offre électronique.**

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, la copie de sauvegarde doit parvenir au pouvoir adjudicateur **avant la date et l'heure imparties pour la remise des candidatures ou des offres et indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation.**

La copie de sauvegarde est transmise à l'Agence de l'Eau Artois Picardie sur support papier ou sur support physique électronique et doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible " COPIE DE SAUVEGARDE – indiquer le(s) numéro(s) de lot et le(s) titre(s) du ou des lots "

#### **NE PAS OUVRIR**

**Société** (raison sociale du candidat)

**Copie de Sauvegarde Travaux de restauration de la continuité écologique sur les bassins versants de la Canche et de la Somme . 20-AOI-09 LOT N°1 / 20-AOI-10 LOT N°2**

**Agence de l'Eau Artois Picardie  
Service Juridique et Marchés Publics  
200 rue Marceline  
BP 80818  
59508 DOUAI Cedex**

**Le pli doit parvenir en recommandé avec AR ou être remis contre récépissé, avant la date et l'heure limites précisées en page 1 du présent RC, à l'adresse suivante :**

**Agence de l'Eau Artois Picardie  
Service Juridique et Marchés Publics  
200 rue Marceline  
BP 80818  
59508 DOUAI CEDEX**

Les heures de dépôt des plis sont :  
8h30-12h15 et 13h45-17h30, du lundi au vendredi

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas mentionnés à l'article 2.II de l'arrêté précité, soit :

- 1) lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- 2) lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

## **ARTICLE 9 - CONTENU DE L'ENVELOPPE ELECTRONIQUE, ET LE CAS ECHEANT LA COPIE DE SAUVEGARDE**

### **9-1 Documents à produire au niveau de la candidature :**

Les soumissionnaires ont le choix de présenter leur candidature :

#### **9.1.1 Sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE ;**

Pour renseigner votre DUME (prévu à l'article R2143-4 du code de la commande publique), il vous suffit de vous rendre sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr> et de choisir le DUME comme modalité de réponse. Le DUME est notamment pré-rempli sur la base du numéro SIRET. Il appartiendra aux candidats de compléter les autres informations.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Pour plus d'information sur le service DUME, vous pouvez consulter le site suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espdp>

Seul le DUME au format .xml a valeur probante.

En cas de réponse avec le DUME en groupement, ou de présentation de sous-traitant :

- Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.
- Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct

#### **9.1.2 Sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2. Les formulaires de déclaration du candidat (DC1, DC2) ainsi que les notices d'utilisation, sont joints en annexe au présent règlement. Ils peuvent, également être téléchargés à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>**

En application des articles R. 2142-1 à R. 2142-2, R. 2142-5 à R. 2142-14, et l'article R. 2142-25 du code de la commande publique, **l'opérateur économique produit à l'appui de sa candidature, les documents et renseignements suivants :**

**9.1.3 Quel que soit le choix, du candidat (DUME ou formulaires),** les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles techniques et financières (en application de l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR : ECOM1830221A) tels que :

#### **⊗ Documents relatifs à la capacité économique et financière :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

⊗ **Documents relatifs à la capacité technique et professionnelle :**

- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'agence de l'eau indique que les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché public ;
- Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'agence accepte tout moyen équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.
- Des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;
- la délégation de pouvoir du dirigeant de la société habilitant la personne qui signe tous les documents au titre du marché à engager la société,

**Des documents composant l'offre technique et ses annexes : se référer à l'article 3 du présent RC (présentation des offres).**

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet.
- Le dossier du/des sous-traitants éventuels

Si les candidats désirent produire le Document Unique de Marché Européen (**DUME**) prévu à l'article R2143-4 du code de la commande publique, ils peuvent utiliser l'un des services suivants :

- ✓ Le « service DUME » mis à disposition par l'Etat : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>
- ✓ Le service mis à disposition par la Commission européenne : <https://ec.europa.eu/tools/espd>

- \* Conformément à l'article R2144-1 à R2144-2 du code de la commande publique si les documents cités ci-dessus sont absents ou incomplets, le pouvoir adjudicateur pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai maximal de 10 jours calendaires.

**NB : il est rappelé que ces documents devront être fournis par les cotraitants, en cas de cotraitance, ou par les sous-traitants déclarés dès la remise de l'offre, en cas de sous-traitance.**

Les documents des listes mentionnées ci-dessus doivent être déposés en pièces libres, sous l'onglet pièces de la réponse / dossier d'offre sur PLACE au moment du dépôt du pli.

Une fois le pli complet déposé, le candidat reçoit un mail accusant réception à l'adresse mail indiquée sur son compte.

Si ce n'est pas le cas, il convient de renouveler l'opération.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de régulariser la signature des offres, lors de l'attribution du marché (cf article 10 du présent règlement de la consultation).

## 9.2 Document à joindre au niveau de l'offre :

Les documents composant l'offre technique et ses annexes (se référer à l'article 3 du présent RC (présentation des offres)) sont à joindre dans l'enveloppe électronique également.

### **NB 1**

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire obligatoirement les pièces supplémentaires dans un délai de 10 jours :

1° Les pièces prévues aux articles R1263-12, D.8222-5, D.8222-7 et D.8254-2 à D8254-5 du code du travail : ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché ;

2° Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales datant de moins de six mois. Les attestations et certificats visées sont ceux listés dans l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique : un arrêté des ministres intéressés fixe la liste des administrations et organismes compétents, ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales devant donner lieu à délivrance du certificat. Ces documents sont accessibles depuis les sites [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) et [www.urssaf.fr](http://www.urssaf.fr)

Par ailleurs, conformément à l'article R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique et à l'article 4 de l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR : ECOM1830220A) susvisé, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables ou ceux accessibles sur le profil d'acheteur de l'Agence de l'Eau (PLACE).

Le marché ne peut être attribué au soumissionnaire dont l'offre a été retenue, que si celui-ci produit dans le délai imparti, les certificats et attestations prévus ou les a mis à disposition de l'Agence par le biais d'un système électronique. S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le soumissionnaire éliminé.

Le candidat établi dans un Etat autre que la France, produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Toutefois les candidats sont informés que la vérification des pièces de candidatures peut être effectuée par l'Agence au moment de l'attribution car l'Agence ne peut réclamer qu'au seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner.

Le cas échéant, et conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique chaque candidat peut satisfaire aux exigences de l'article aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique en fournissant un lien, code ou mot de passe permettant à l'agence l'accès à un système électronique de mise à disposition gratuite des documents actualisés pendant toute la durée du marché.

### **NB 2 :**

1. En application des articles R. 2143-11 et R. 2143-12 du code de la commande publique, il est demandé : Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature en application du I de l'article 17 du décret du 30 décembre 2005, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

Le candidat justifie des capacités d'autres opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché par tout moyen.

2. Dans le cas où une personne publique est candidate, elle doit être en mesure, si nécessaire, de justifier par ses documents comptables ou par tout autre moyen d'information approprié, qu'elle n'a pas bénéficié pour déterminer les prix proposés d'un avantage découlant des ressources ou moyens qui lui sont attribués au titre de sa mission de service public.

Il est à noter que l'agence de l'eau met gracieusement à la disposition des candidats une plate-forme en ligne : [www.e-attestations.com](http://www.e-attestations.com) sur laquelle l'ensemble des documents préalables à la notification peuvent être déposés par le candidat.

## **ARTICLE 10- JUGEMENT DES OFFRES**

**Pour chacun des lots**, l'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie en application des critères pondérés de jugement des offres suivants au vu des éléments figurant au mémoire technique tel que demandé à l'article 3 du présent RC :

### **Lots 1 et 2 :**

#### **1 ) La valeur technique des prestations (65%) :**

Ce critère sera évalué à partir du mémoire technique et apprécié notamment au travers :

- des moyens humains et matériels affectés directement à cette mission (en usine et sur site)
- de la méthodologie proposée, provenance des matériaux, justifications de bonne pratique du génie écologique et génie végétal
- de la cohérence du planning prévisionnel en référence au programme prévisionnel
- de la démarche qualité environnementale et sécurité proposée

#### **2 ) Les prix (35%) appréciés au regard du montant HT de la simulation**

*(Avertissement : lors de l'examen des offres, l'Agence de l'eau se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires. Le pouvoir adjudicateur pourra à tout moment mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général).*

## **ARTICLE 11 – VISITE DE SITES**

### **Pour les deux lots :**

La visite des sites est vivement conseillée mais ne sera encadrée ni par le maître d'œuvre, ni par le maître d'ouvrage, cependant elle sera possible avec le SYMCEA et l'AMEVA sur leur territoire de compétences (Canche et Somme respectivement) en qualité d'assistance à maîtrise d'ouvrage, pour les candidats qui le souhaitent.

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les concurrents devront **contacter impérativement** :

Renseignements d'ordre technique et visite de sites :

#### **Coordonnées de la personne à contacter au SYMCEA :**

Arnaud Rousselle  
Technicien Milieux Aquatiques  
03 21 06 24 89  
19 Place d'Armes  
62140 Hesdin  
[www.symcea.fr](http://www.symcea.fr)

#### **Coordonnées de la personne à contacter à l'AMEVA :**

Quentin Rivard  
Technicien Milieux Aquatiques  
03 22 33 09 97  
32 Route d'Amiens  
80 480 DURY  
[www.ameva.org](http://www.ameva.org)

Les candidats se rendant sur site doivent tenir compte du fait que certains ouvrages sont situés en propriété privée close.

## **ARTICLE 12 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres**, les questions via la plateforme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les questions et réponses seront mises en ligne sur le site acheteur afin de permettre à chaque candidat d'en prendre connaissance.

### **12.1 - Renseignements d'ordre administratif**

Dominique BATAILLE  
Chargée d'Affaires Juridiques  
AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE  
200, rue Marceline - BP 80818  
59508 DOUAI CEDEX  
Tél : 03.27.99.83.33 Fax : 03.27.99.90.15  
Courriel : [d.bataille@eau-artois-picardie.fr](mailto:d.bataille@eau-artois-picardie.fr)

### **12.2 - Renseignements d'ordre technique**

Jean Luc CARPENTIER, Chargé d'Etudes au Service de l'Expertise, des Ecosystèmes et Nouveaux Enjeux  
Correspondant technique à solliciter via la plateforme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>

### **12.3 - Modification du Dossier de consultation des entreprises**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **12.4 - Échanges durant la consultation**

Les modifications du DCE et les réponses aux questions des candidats se feront par voie dématérialisée, via le profil acheteur PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Un courriel du profil acheteur sera envoyé à l'adresse électronique donnée lors du téléchargement du DCE.

Les demandes de compléments de candidatures ou précisions sur les offres se feront via la plateforme PLACE sous forme d'un « message avec réponse attendue »

Si les échanges électroniques doivent avoir lieu sur une autre adresse que celle indiquée lors du dépôt de l'offre, le candidat devra alors le signaler à l'agence.

Les courriers aux candidats non retenus se feront par voie dématérialisée, via le profil acheteur [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Un courriel du profil acheteur sera envoyé à l'adresse électronique donnée lors du téléchargement du DCE ou dans la fiche d'identité.

***Pour être informé des échanges avec l'acheteur, le candidat recevra un courriel de 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr'.***

***Il est conseillé d'ajouter cette adresse dans le serveur de messagerie.***

**Modalités de signature électronique en application de l'Arrêté du 22 mars 2019 (NOR: ECOM1830224A) relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique**

- Un fichier compressé (zip) signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier compressé, quel que soit le format, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément. Une signature manuscrite scannée ne donne pas la qualité d'original à ce document. Elle constitue une copie de la signature manuscrite et ne peut pas remplacer la signature électronique.

- Chaque document à signer doit l'être individuellement et électroniquement.

- Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR: ECOM1830224A) relatif à la signature électronique dans la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

au certificat de signature électronique;

à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »), utilisé pour apposer la signature avec le certificat utilisé (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.), conforme aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés et devant produire des jetons de signature\*

\* Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).

- Exigences relatives aux certificats de signature.

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n ° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)

la signature électronique qualifiée (niveau 4)

- Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visade-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

- Liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/trust-services-and-eid>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, le signataire n'a aucun justificatif à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet gratuitement lors du dépôt de document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique prévue à l'article 6 de l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR: ECOM1830224A) relatif à la signature électronique dans la commande publique.

- En application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR: ECOM1830224A) relatif à la signature électronique dans la commande publique, il est possible d'utiliser la signature électronique apposée au moyen d'un parapheur électronique.

- Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix. S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.
- Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.
- Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015.

Pour information :

- la signature au format XAdES ou CAdES, est utilisée pour les documents nécessitant une co-signature (titulaire/pouvoir adjudicateur). Elle est disjointe du document et se présente sous la forme d'un jeton (ex l'acte d'engagement, BPU, acte de sous-traitance DC4)
- la signature au format PAdES, est une signature apposée au sein du document semblable à une empreinte ou tampon (ex lettre)

**• Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société. Seul signe le représentant légal de l'entité ou toute personne disposant d'une délégation de signature.**

**Si le signataire est un candidat individuel, signe la personne ayant qualité à engager la société.**

**Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques : soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.**